



COMMUNIQUÉ



Sorgues le 19 février 2026

Non à la peur, oui à la solidarité et aux revendications légitimes des salariés

Les CGT Eurenco et FO Eurenco dénoncent fermement la note de la Direction diffusée le 18 février 2026 à l'issue du CSEC. Ce document, sous couvert d'un « point de situation », a pour unique objectif de faire peur aux salariés, de diviser le collectif de travail, et de jeter l'opprobre sur les grévistes et les organisations syndicales non signataires des NAO.

Dans le même temps, la direction d'Eurenco diffusait le message suivant sur le réseau social linkedIn :

« Nous sommes ravis d'annoncer qu'Eurenco a réussi à lever 300 millions d'euros pour financer son expansion industrielle à travers l'Europe.

Ce financement, sans précédent pour un acteur de la BITDE (base industrielle et technologique de défense européenne), témoigne de la reconnaissance de notre rôle stratégique au profit de l'ensemble de la filière munitions. Il ouvre la voie à une croissance accélérée, à une compétitivité renforcée et à des projets tournés vers l'avenir. »

Elle utilise donc aujourd'hui un mouvement social légitime pour justifier des mesures d'austérité injustifiées et des menaces à peine voilées.

Voici nos réponses point par point :

1. Sur la sécurité : un prétexte pour culpabiliser ?

Nos syndicats partagent évidemment l'exigence de sécurité. Mais il est indécent d'instrumentaliser les accidents du travail pour justifier une quelconque remise en cause du droit de grève. La sécurité ne se décrète pas : elle se construit avec des moyens, des effectifs formés, et une organisation du travail respectueuse des conditions réelles d'exercice de nos métiers spécifiques. Si la Direction veut vraiment améliorer la sécurité, qu'elle s'assure déjà que ses managers montrent l'exemple.

2. Sur les NAO : une proposition indigne présentée comme un effort

La Direction se félicite d'une proposition à 2,2 % d'augmentation globale, mais elle oublie de dire que cette enveloppe est construite de la façon suivante :

- 1,2 % d'augmentation générale et 1% d'augmentation individuelle pour les ouvriers et agents de maîtrise.
- 0,3% d'augmentation générale et 1,9% d'augmentation individuelle pour les cadres.

Ce qui veut dire que, parmi les 1000 salariés d'Eurenco, certains n'auront qu'1,2% d'AG s'ils sont ouvriers ou agents de maîtrise, ou 0,3% d'AG pour les cadres.

Ces propositions sont intolérables et sont la démonstration du mépris de la direction envers les salariés.

Les organisations syndicales (CGT et FO) ont refusé de signer cette proposition parce qu'elle est en deçà des besoins des salariés.

Nous revendiquons :

- Une augmentation générale de 130€ pour TOUS.
- Passage immédiat de la prime d'ancienneté à 20% (1% par an avec effet immédiat).
- Prise en charge par l'employeur de 70% du coût de la mutuelle et de la prévoyance. La protection sociale est un acquis, pas une variable d'ajustement.
- Transformation en CDI des travailleurs intérimaires qui font partie intégrante de nos équipes et contribuent à la richesse de l'entreprise. La précarité chez Eurenco doit cesser immédiatement.

3. Sur la situation économique : un seul responsable Y.Traissac.

La Direction prétend que le mouvement social a entraîné 8,4 M€ de retard de chiffre d'affaires et une rentabilité négative. Pourtant :

- EURENCO se porte très bien. Les investissements records, les résultats réinvestis, tout cela montre une entreprise solide, soutenue par des marchés porteurs (défense, souveraineté, poudres, etc.).
- Les actionnaires et l'État actionnaire ne s'y trompent pas : ils continuent d'investir et de soutenir l'entreprise.
- Le discours de la Direction est contradictoire : d'un côté, elle vante une entreprise « en redressement économique reconnu », de l'autre, elle annonce une « rentabilité négative » après quelques jours de grève.

C'est techniquement et économiquement grossier.

Une entreprise solide ne vacille pas après deux semaines de mouvement social.

Ce que la Direction ne dit pas, c'est que ces « retards » sont en réalité des reports de livraison, et que les commandes, elles, sont toujours là.

Le carnet de commandes est plein. La seule chose qui vacille, c'est la volonté de la Direction de partager les richesses créées par les salarié.e.s.

4. Sur les risques identifiés : une tentative de chantage à l'emploi !!!

La Direction agite le spectre de la perte de confiance des clients, de la concurrence, et des difficultés sur le site de Sorgues. C'est une stratégie de la peur classique.

- Les clients d'EURENCO sont des institutions publiques ou des industriels de défense, engagés sur le long terme. Ils ne se détournent pas après quelques semaines de retard.
- Si certains marchés sont concurrentiels, ce n'est ni l'affaire des salariés d'Eurencos, ni l'affaire des salariés de ses potentiels concurrents
- Menacer l'emploi ou les sites, c'est inacceptable et irresponsable de la part d'une direction générale d'entreprise française du secteur de la défense

5. Sur les mesures d'adaptation : une attaque sociale déguisée !

Geler les recrutements, réduire l'intérim, reporter les investissements, couper les dépenses de fonctionnement... Ces mesures sont présentées comme « temporaires » et « proportionnées ».

Mais nous le disons clairement :

Elles visent simplement à faire pression sur les salariés pour casser le mouvement social comme à chaque désaccord avec les directions d'Eurencos successives depuis 20 ans.

6. Sur le droit de grève et la division des salariés

La note de la Direction tente d'opposer grévistes et non-grévistes. C'est une manœuvre classique pour briser la solidarité.

Nous rappelons :

- Que le droit de grève est un droit constitutionnel,
- Que les salariés en grève défendent des revendications légitimes pour l'ensemble des salariés,
- Que la Direction est responsable de la situation sociale, pas les grévistes.

Nous appelons à l'unité de tous les salariés, grévistes ou non, pour défendre nos droits et nos salaires.

La CGT Eurencos et FO Eurencos ne se laisseront pas intimider

Nous ne céderons ni à la peur, ni au chantage, ni à la division.

Nous exigeons :

- Des négociations sur la base de nos justes revendications
- L'abandon immédiat des menaces.
- Le respect des organisations syndicales et des salariés.

Nous appelons l'ensemble des salariés à rester mobilisés et à participer aux assemblées générales communes payées le Jeudi 26 février à Sorgues. D'autres actions seront proposées dans les prochains jours sur les deux sites de production.

La direction veut nous faire peur ?

Nous lui répondrons par la détermination et l'unité des Poudriers